



## RETOUR IMPRESSIONNISTE DES ATELIERS

**Myriam Dieleman**, responsable du Pôle activités (Fédération laïque des centres de planning et de consultation - FLCPF)

---

Cette après-midi bien animée a montré un vrai besoin de parler, d'échanger et d'élaborer collectivement. Il n'est évidemment pas possible de tout résumer. J'ai donc choisi de mettre l'accent sur quelques éléments significatifs et transversaux.

Un des premiers sujets importants et qui a été beaucoup travaillé et discuté, c'est le thème de l'éducation sexuelle (ou de l'EVRAS) dans le contexte scolaire. Pour les centres de planning familial, un des combats concerne la généralisation effective de l'EVRAS et son cadrage dans des référentiels communs aux acteurs.

Les débats qui animent le secteur sont aujourd'hui clivés entre la perception d'un besoin de cadre de référence commun à l'EVRAS et l'expression de résistances à la mise en place de ce cadre.

Cette problématique concerne notamment la question des « normes » et le constat qu'intervenir en éducation sexuelle, c'est irréductiblement transmettre et (faire) apprendre, dans le sens d'aider les individus à s'approprier et à réélaborer des normes. Les animateurs EVRAS sont toujours, d'une manière ou d'une autre, porteurs de certains contenus éducatifs et normatifs en tant qu'intervenants-adultes en milieu scolaire.

Le débat sous-jacent, et ancien, est alors celui qui oppose universalisme et relativisme. Face à la diversité des situations – liées aux facteurs culturels et/ou sociaux – comment peut-on parler d'« EVRAS pour tout le monde » ?

Cette question peut être reformulée de la manière suivante : faut-il adapter les contenus de l'EVRAS au public que l'on rencontre ? Face à ce questionnement, un concept prend de l'importance, celui « d'universalisme proportionné ».

La FLCPF plaide en faveur de la défense d'une vision commune et générale des contenus, peut-être même des méthodes, et des finalités de l'EVRAS, tout en l'adaptant aux besoins spécifiques des milieux de vie.

Mais en faisant cela, il ne s'agit pas de tomber dans un relativisme qui aurait pour conséquence que tout le monde n'aurait pas « droit » à la même éducation sexuelle.

Cette tension entre universalisme et particularisme provoque des débats et des conflits dans un contexte entre autres marqué par la montée du religieux et des courants réactionnaires, en Belgique comme en Europe et dans le monde. La sexualité est clivante. Elle n'est pas du tout neutre.

Dans les ateliers, on a vu aussi qu'en ce qui concerne l'EVRAS scolaire, il y a d'une part les acteurs externes, et d'autre part les acteurs internes (les équipes éducatives au sens large). Si l'EVRAS devait intégrer des cours, portés par des enseignants, il faudrait identifier dans quelles disciplines elle pourrait s'inscrire (philosophie ? sport ?).

Cette question se pose avec acuité puisque la rédaction des nouveaux référentiels est en cours dans le cadre des travaux du Pacte d'excellence, c'est donc maintenant que cela se joue !

Se pose aussi la question de la formation de tous les professionnels en contact avec les jeunes. Non seulement des enseignants, mais également des médecins, des infirmiers, des assistants sociaux... Tous les métiers qui sont en première ligne.

Revenons-en à la question de l'éducation sexuelle, un autre point a été abordé ce matin et, je pense, abondamment rediscuté cet après-midi : au fond, que fait-on lorsqu'on « éduque » à la sexualité ? Est-ce que la mission de l'« EVRAS » se résume à de la prévention-réduction des risques, voire à une mise en garde contre les dangers de la sexualité ? Quitte à médicaliser la sexualité ?

Il est évident, pour l'ensemble des acteurs qui se trouvent ici, qu'une animation EVRAS ce n'est pas (ou du moins pas de manière centrale) que de la prévention des risques. Ce qui est défendu par le secteur, c'est d'abord de créer des espaces de parole où les jeunes s'autorisent à réfléchir sur des questions de sexualité, de genre, de relations, etc.

L'appellation « vie relationnelle, affective et sexuelle », même si elle résulte d'un compromis historique entre les différents « piliers » de la société civile et des partis en Belgique, exprime le fait que l'éducation sexuelle concerne la sexualité dans son environnement relationnel. Par exemple, quand l'appellation « Aimer à l'ULB » a été choisie, le verbe « Aimer » avait une signification et cela mérite d'être rappelé et rediscuté.

Cela dit, la prévention des risques reste un élément important de l'EVRAS. Et cela peut servir de porte d'entrée dans des écoles qui autrement n'accepteraient pas l'EVRAS.

Ce qui est enfin ressorti des échanges, ce sont les questionnements autour de la notion de « planning familial » qui sous-entend la sexualité reproductive. Or, un des enjeux de l'EVRAS, c'est l'accès à une sexualité libre, dégagée ou possiblement dégagée des enjeux reproductifs.

Cela nous amène au débat sur la notion de santé sexuelle. Certains acteurs la perçoivent comme une notion qui médicaliserait la sexualité ou qui la réduirait à la lutte contre les pathologies. Pourtant, quand on s'y intéresse, on voit que c'est une notion englobante qui permet justement de ne pas limiter la sexualité à sa dimension médicale. L'idée de santé sexuelle permet de considérer les déterminants sociaux de la sexualité et de situer la sexualité dans un environnement psychologique, économique et social, dans un environnement global. Et, peut-être, d'arriver un jour à la réalisation d'une sexualité véritablement épanouie et pour tout le monde.

On a beaucoup répété ces dernières années que « les combats sont terminés » ou que « le militantisme est mort ». Ce n'est pas tout à fait faux. On vit une période différente d'il y a quarante ou cinquante ans.

Malgré tout, il reste des combats immédiats ou plus lointains qui ne sont pas terminés, c'est aussi le constat de cette journée :

- La généralisation de l'EVRAS n'est pas atteinte.
- L'accès à l'IVG n'est pas complètement acquis. Et il faudra attendre encore peut-être plusieurs années avant d'obtenir une vraie dépénalisation et un accès plus large à l'IVG.
- La libération sexuelle n'est pas pleine et entière. Les styles de relation ont changé, la situation des femmes s'est transformée, mais toutes les questions de violence ou de consentement sont encore d'actualité. Est-ce qu'on peut vraiment consentir à la sexualité quand les rapports sociaux sont marqués par l'asymétrie et la violence ?
- Il y a encore beaucoup d'enjeux sur les questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre : homosexualités, trans-identités, etc.
- Il y a enfin la question de la jouissance. On n'a probablement pas encore commencé de « jouir sans entrave ».